

La ville équilibrée

Notre
Saint-Denis



LES ÉCOLOGISTES
EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

Journal des élus de la majorité municipale de la commune nouvelle de Saint-Denis
Mars 2025

Edito

Regarder dans la même direction, faire ville ensemble !

S'unir, ce n'est pas se regarder l'un l'autre, c'est regarder ensemble dans la même direction, pour paraphraser une célèbre phrase de l'écrivain Antoine de Saint-Exupéry. C'est parce que nous avons une vision politique commune, parce que nous avons été élus Maires avec nos majorités municipales en 2020 sur des programmes convergents que notre union a été possible et désirée. Sans notre engagement pour la construction de villes plus solidaires, plus émancipatrices, plus apaisées, les destinées de nos deux villes n'auraient jamais pu être entremêlées. À celles et ceux qui ont pour seul argument que ce rassemblement serait électoraliste, nous leur répondons que l'avenir d'un bassin de vie et de ses 149 000 habitant·es ne repose pas sur des caprices mais bien sur le sens de la responsabilité d'un projet pensé, réfléchi et discuté, tourné vers l'intérêt général.

Loin d'une alliance contre nature, la commune nouvelle forme un ensemble territorial solide et cohérent. A l'heure du repli sur soi, dans un contexte politique national instable, la commune nouvelle est garante de stabilité, devenant la 2^{ème} ville d'Île-de-France, pesant d'autant plus dans les équilibres institutionnels. Unis, nous aurons plus de moyens pour faire face aux enjeux de demain, qu'ils soient économiques, sociaux ou climatiques. Ce changement d'échelle nous permettra de mieux consolider nos services publics et nos politiques et d'en imaginer de nouvelles, toujours au bénéfice du plus grand nombre.



Mathieu Hanotin
Maire de Saint-Denis

Michel Fourcade
Maire de la commune déléguée de Pierrefitte-sur-Seine

La commune nouvelle, une histoire de liens devenue réalité

C'est en avril 2023 que Michel Fourcade et Mathieu Hanotin ont annoncé leur volonté d'engager les villes de Pierrefitte et Saint-Denis dans le processus de création de commune nouvelle. Brique après brique, les fondations de ce projet se sont consolidées pour faire entrer les Pierrefittois·es et les Dionysien·nes dans leur nouvelle maison commune.

Avant que les conseils municipaux des deux villes votent le 30 mai 2024 une délibération dans les mêmes termes portant création de la commune nouvelle au 1er janvier 2025 et avant que cette initiative soit discutée avec les habitants, ont été étudiées sa pertinence et sa faisabilité du point de vue administratif et technique. N'aurait-il pas été en effet absurde et irresponsable d'engager une telle initiative sur la base d'une idée impossible ? Après une mobilisation des services municipaux et de leurs directions, après consultation des partenaires sociaux et organisations syndicales, après étude des finances dont la bonne gestion a été saluée pour Saint-Denis par la Chambre régionale des comptes, tous les voyants étaient au vert pour poursuivre ce beau projet solidaire.

Nos majorités municipales se sont mobilisées, début 2024 et avant le vote, pour associer le plus largement possible les citoyennes et les citoyens et les consulter. Que ce soit par la création d'un site internet participatif, par la tenue de réunions publiques, mais aussi par la création d'ambassadeurs et d'ambassadrices venus questionner le projet et enrichir le débat auprès des habitant·es. Mutualiser les forces, c'est harmoniser vers le haut nos politiques publiques en matière éducative, sportive, culturelle.

Comment ne pas se féliciter de l'extension de la gratuité de la cantine scolaire, creuset de l'égalité républicaine ? Comment ne pas être fiers



de pouvoir partager nos 19 équipements sportifs et nos 4 piscines municipales ?

A l'heure des déserts médicaux et des inégalités territoriales en la matière, comment ne pas se réjouir de l'existence de nos cinq centres municipaux de santé, un point d'entrée essentiel pour la prise en charge et le suivi médical des habitant·es ?

Comment ne pas se satisfaire d'une tranquillité publique renforcée avec une police municipale désormais joignable 24h/24 et 7 jours/7 ?

Et comment, pour affronter sereinement les enjeux socio-économiques et écologiques de taille, tourner le dos à 10 millions d'euros d'investissement en plus par an pour préparer l'avenir ?

Nous, les 72 élues et élus de la nouvelle majorité municipale – socialistes et

écologistes – sommes déterminés à faire ville ensemble pour faire battre le cœur de la commune nouvelle, fidèles à nos histoires, à nos engagements pris devant les électeurs en 2020. Nous écrivons de nouvelles pages ensemble pour mieux démultiplier nos leviers d'actions, innover et imaginer des politiques répondant aux préoccupations premières et aux besoins des habitant·es. L'union faisant la force, nous vous invitons à nous rejoindre pour prendre la plume et écrire avec nous le futur de notre commune nouvelle à l'horizon 2030 ! ■

Invitation
Forum participatif
Votre ville dans 10 ans



Dimanche 6 avril

14h à 17h : forum et ateliers
17h : discours de clôture



Salle de la Légion d'honneur
2 rue de la Légion d'honneur



Budget participatif : succès de la 2e édition

Nous n'avons pas attendu l'entrée officielle de la commune nouvelle au 1er janvier 2025 pour mettre nos politiques publiques en commun ! Tel est le cas pour la 2^e édition du budget participatif dont l'enveloppe a été augmentée de 1,2 million d'euros pour imaginer des projets innovants qui amélioreront la quotidienneté et le cadre de vie à l'échelle des quartiers des deux villes.

Toute personne âgée de plus de 11 ans, habitant, étudiant ou travaillant au sein de la commune nouvelle, a pu exprimer ses préférences pour l'un des 108 projets retenus dans le cadre de la votation citoyenne, lancée en novembre et qui s'est terminée le 31 janvier 2025.

Le bilan : un succès ! Plus de 8300 votes ont été comptabilisés, que ce soit par voie électronique, par un bulletin glissé dans les urnes dans l'un des 64 sites ou encore à l'occasion des événements organisés par la Ville, tel que Bel Hiver ! Faire ville ensemble, c'est consacrer la voix de celles et ceux qui la font vivre !



L'impasse Bayrou

En nommant François Bayrou à Matignon, le Président Macron a aggravé la crise politique et démocratique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin. Il a choisi la continuité et la préservation de son bilan.

Nous avons entendu les inquiétudes des Français, des entreprises, des associations et des collectivités, suspendus à l'adoption du budget 2025. La gauche unie a prouvé sa crédibilité politique dans cette situation inédite.

L'absence prolongée de budget était un risque pour notre économie, impactant d'abord les plus vulnérables. Bien que le budget reste imparfait, la gauche unie a obtenu plusieurs reculs du gouvernement Bayrou, notamment l'adoption de la taxe Zucman le 20 février.

Cependant, les enjeux majeurs demeurent : retraites, services publics d'éducation et de santé, pouvoir d'achat, transition écologique, justice sociale et fiscale. Le gouvernement actuel reste dans l'impasse sur ces sujets. Si nous avions été aux responsabilités, nos choix auraient été différents. Nous restons fermement dans l'opposition à ce gouvernement de droite.



Sécurité : l'effet commune nouvelle tient ses promesses !

Depuis le 1er janvier 2025, les deux polices municipales de Saint-Denis et Pierrefitte se sont réunies pour répondre 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, sur tous les quartiers de la commune nouvelle, à vos attentes en matière de tranquillité et de sécurité publiques et de lutte contre les incivilités du quotidien. Le réflexe du 30 55 est désormais connu de tous !

Dès le début de leurs mandats respectifs, en 2008 à Pierrefitte et en 2020 à Saint-Denis, Michel Fourcade et Mathieu Hanotin ont assumé d'être des maires de gauche engagés pour la sécurité de leurs administrés et ont fait de ce thème une priorité de leur action pour des villes équilibrées.

Ils ont, au sein du Parti socialiste, sans cesse rappelé que les premières victimes de l'insécurité et des nuisances liées aux trafics sont bien les habitants des quartiers et qu'il fallait agir au niveau local notamment en renforçant les polices municipales y compris par leur armement.

Dès le conseil municipal de création de la commune nouvelle le 30 mai 2024, la sécurité était une des quatre politiques publiques renforcées avec l'éducation et la cantine gratuite, l'écologie et la lutte contre l'habitat indigne.

Des moyens démultipliés pour répondre à la proximité

Quelques semaines seulement après l'union des deux villes, la police municipale de la commune nouvelle compte huit brigades, chacune d'elles aux compétences définies, permettant de couvrir les spécificités de l'ensemble des

quartiers et des missions en complémentarité avec la police nationale. Celle-ci a d'ailleurs suivi le mouvement de la commune nouvelle avec un commissariat unique pour les Dionysiens comme pour les Pierrefittois. Le fonctionnement 7j/7 et 24h/24 mis en place à Saint-Denis en novembre 2023 a été opérationnel à Pierrefitte dès le 1er janvier avec une préparation anticipée pour que le Centre de supervision urbaine (CSU) et le numéro unique d'appel (30 55) répondent immédiatement à vos attentes.

L'engagement est tenu avec des premiers retours encourageants des habitants comme aux Joncherolles à Pierrefitte. En effet, depuis le 1er janvier 2025 la Police municipale a multiplié les opérations coordonnées sur plusieurs secteurs de la Commune nouvelle pour lutter contre les nuisances de la quotidienneté telles que la mécanique sauvage, le stationnement anarchique, les regroupements dans les parties communes d'immeubles, la consommation d'alcool sur la voie publique...

La montée en puissance des effectifs est aussi renforcée avec une ville de 150 000 habitants, la 2^e d'Île-de-France, particulièrement attractive pour atteindre dès fin 2025 la cible de 120 policiers municipaux sur le terrain.

La police municipale, en lien avec le Service communal d'hygiène et de santé (SCHS), renforce également l'action de sa brigade hygiène pour le contrôle des commerces alimentaires, coiffeurs et garages et pour le bon respect des arrêtés sur les logements insalubres afin de toujours plus protéger votre santé.

Plus que jamais, nous agissons pour une ville apaisée et un cadre de vie agréable pour toutes et tous. ■

La sécurité : une priorité municipale



120 policiers municipaux

contre 30 à Saint-Denis et 13 à Pierrefitte-sur-Seine en 2020



19 000 appels au 3055

pour joindre 24h/24h la police municipale contre 239 appels à Saint-Denis en 2019



7/7 jours et 24/24h

des policiers municipaux sur le terrain tous les jours et à tout moment de la journée contre en 2020 une présence d'agents uniquement en journée et réduite le week-end



550 caméras

contre 60 à Saint-Denis et 78 à Pierrefitte-sur-Seine en 2020



25 500 interventions

dans tous les quartiers en 2024



1 brigade hygiène

de policiers municipaux pour contrôler les commerces alimentaires, coiffeurs et garages et le respect des arrêtés sur les logements insalubres

Budget 2025 : la commune nouvelle amplifie le service public

Le 1er budget de la commune nouvelle fait le choix de l'ambition tout en préservant le pouvoir d'achat des habitant·es.

Sans augmentation de la taxe foncière, nous maintenons notre cap : améliorer le quotidien des habitant·es et préparer l'avenir avec un budget d'investissement inédit avec des priorités pour nos écoles, la santé et la lutte contre l'habitat indigne.

0%

0% d'augmentation de la taxe foncière

(part communale) pour la 5^{ème} année consécutive



27,5 M€

pour les écoles

Livraison du groupe scolaire Lili Boulanger (6,5 M€) à Pleyel, travaux du groupe scolaire Anatole France (10,6 M€) à Pierrefitte, gros travaux (5 M€) pour rattraper la dette patrimoniale dans l'entretien des écoles



Baisse de Taxe foncière pour 6 000 foyers pierrefittois

avec l'alignement du taux de la part communale sur celui de Saint-Denis



+10 M€

d'investissements

Grâce à la commune nouvelle, le budget total d'investissement atteint 70 M€ pour répondre aux besoins quotidiens et préparer l'avenir, avec des interventions dans les écoles, la rénovation du conservatoire (6,3 M€) et le futur Centre Municipal de Santé de La Plaine (1,2 M€)



2,2 M€ de dotation d'amorçage

grâce à la création de la commune nouvelle



Extension du Service d'Hygiène et de Santé

pour renforcer la lutte contre l'habitat indigne sur la totalité de la commune nouvelle



Ecologie : la ville fait sa transition avec plus de nature

Le dérèglement climatique, avec des températures moyennes en hausse et des vagues de chaleur fréquentes, touche particulièrement les villes. Conscients de l'impact accru dans les zones peu végétalisées, nous avons lancé en 2020 une transformation ambitieuse de notre ville. Nos politiques de végétalisation visent ainsi à rafraîchir l'environnement urbain et à protéger les habitant·es.

La 2^{ème} ville d'Île-de-France doit offrir à ses habitants un air plus respirable pour toutes et tous. Cela passe par le développement et la modernisation des transports en commun, par le soutien aux mobilités douces et à la ville cyclable, la piétonnisation de rues, la végétalisation des espaces publics avec un Plan Arbre adopté à l'échelle du territoire Plaine Commune.

Notre partenariat avec AirParif est précieux, nous permettant de suivre en temps réel la qualité de l'air afin de mieux éclairer nos prises de décisions.

Préserver la biodiversité et la santé de ses habitants, c'est aussi engager un programme audacieux de réhabilitation et d'aménagement de nos parcs pour faire de la nature en ville une réalité.

L'écologie une priorité

Lutter contre le réchauffement climatique, relever le défi de la transition écologique c'est faire de l'environnement un axe prioritaire, intégré à toutes nos politiques publiques.



Création du parc Cachin de 6,2 hectares dont 1,8 hectare de prairie



Un nouveau parc Marcel Cachin

En 2025, les habitants et les visiteurs pourront redécouvrir le parc Marcel Cachin, totalement métamorphosé. Après une phase de concertation puis de dépollution du site, le parc comptera 1,8 hectare de prairie, une aire de jeux monumentale pour les enfants, des jardins partagés, une plateforme sportive adaptée à toutes et tous, un skate parc de 1500 m² dont une partie couverte, un terrain de pétanque, des toilettes et un caniparc. Un véritable poumon vert, lieu de rencontres et de cohésion sociale !



1 plateforme multisports

(foot, basket 3x3, street-workout, dance, fitness, tennis de table, teqball, one wall)

Lutte contre les discriminations / la mère des batailles en Seine-Saint-Denis



Dire que l'extrême-droite est aux portes du pouvoir n'est pas une simple vision d'horreur. Elle a toujours fait de la haine de l'autre et de l'étranger son fonds de commerce, elle n'a jamais défendu les droits des femmes, elle ne préserve pas les intérêts des plus fragiles, mais elle impose aujourd'hui son agenda idéologique réactionnaire. La bataille culturelle et politique, nous la menons avec détermination au Département de la Seine-Saint-Denis.

Il y a plus de 3 ans et faute de dispositifs suffisants à l'échelle nationale, nous avons créé, avec Stéphane Troussel, l'Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité.

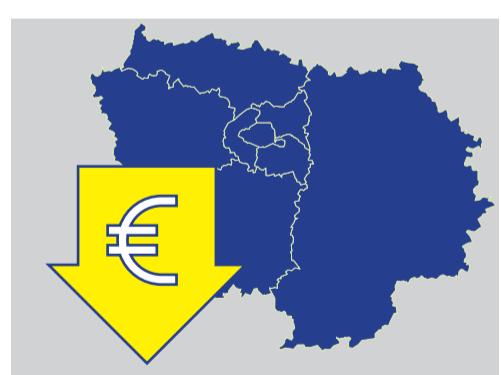
Notre territoire, cible privilégiée de l'extrême-droite (et nous l'avons encore éprouvé au moment de Bel Hiver avec des attaques ignobles), doit être aux avant-postes de la lutte contre toutes les formes de racismes, poison de la fraternité républicaine et de la cohésion sociale. En Seine-Saint-Denis, nous innovons donc par le biais de cet Observatoire en mesurant les discriminations subies via des sondages et des testings, en créant des outils de prévention dans les collèges et dans l'espace public, en formant les professionnel·les... pour réduire les actes délictueux et mieux accompagner la prise en charge des victimes.

En 2025, nous poursuivrons le combat pour l'égalité et contre les discriminations liées au sexe, à la religion, à l'origine, à l'orientation sexuelle, au lieu de résidence, à l'apparence physique, etc., car malheureusement la liste est longue. Nous poursuivrons le combat contre l'obscurantisme et ceux qui tentent de nous fracturer. ■



Oriane Filhol
Conseillère départementale,
déléguée à la lutte contre les discriminations
et à la jeunesse
Adjointe au maire

Budget régional / Valérie Pécresse choisit l'austérité pour les Franciliens !



Le budget 2025 de la région Île-de-France a été voté par la majorité régionale de droite en décembre dernier, il est injuste pour les Franciliens. Sous prétexte des difficultés budgétaires de l'État, la présidente de Région Valérie Pécresse a fait le choix de 760 millions d'euros de coupes dans les dépenses. Alors que le gouvernement ne demandait que 230 millions d'euros d'économies à notre région.

Pire, les priorités de l'exécutif régional se centrent sur des compétences non obligatoires, au détriment de secteurs essentiels pour l'avenir de la région.

Le secteur des transports est réduit, ignorant les investissements pour l'accessibilité. Le logement est sacrifié

en laissant plus de 700 000 demandes en suspens. Le budget est passé de 72 millions d'euros pour le logement social en 2024 à zéro euro en 2025.

Sur l'environnement, c'est l'arrêt de l'investissement dans les énergies renouvelables et la rénovation thermique.

La majorité de droite supprime le dispositif d'aide à l'insertion et au retour à l'emploi pour la formation professionnelle, compétence obligatoire de cette collectivité. Les politiques menées ne s'attaquent pas aux inégalités sociales et territoriales qui traversent notre région. La Seine-Saint-Denis est la première victime de cette absence de volonté de rééquilibrage. ■



Kader Chibane
Conseiller régional, président du groupe des élus du « Pôle écologiste »
Conseiller municipal et territorial délégué

Hébergement d'urgence : encore combien de Nuit de la Solidarité pour réagir ?

Alors que vient de se dérouler la cinquième Nuit de la Solidarité à Saint-Denis, le maire de la ville Mathieu Hanotin s'indigne, dans cette tribune, face au manque de volontarisme politique et réclame une solidarité territoriale en Île-de-France pour gérer l'hébergement d'urgence.

Comme chaque année, j'ai participé jeudi 23 janvier à la 5^e édition de la Nuit de la Solidarité à Saint-Denis, aux côtés des habitant·es et agent·es volontaires, pour recenser les personnes à la rue. Si le décompte 2025 s'avère stable par rapport à 2024, il demeure très élevé (autour de 200) et comprend un record de 44 personnes dont des femmes et enfants comptabilisées devant les urgences de l'hôpital Delafontaine.

Si nous rappelons sans cesse la compétence de l'État en matière d'hébergement d'urgence, nous avons aussi besoin d'un réveil massif des collectivités les plus favorisées de la Région, qui doivent prendre leur part dans l'accompagnement de la grande précarité. Je l'avais porté avec d'autres élus locaux de gauche dès 2020, et j'ai de nouveau défendu un rééquilibrage des places d'hébergement dans mon rapport national sur la lutte contre l'habitat indigne de 2023 : il nous faut une loi « Solidarité Hébergement d'Urgence (SHU) ».

Il n'est plus possible d'accepter que Saint-Denis mobilise, trop seule, 4 000 places d'hébergement, dont 1 400 nuitées 115 à l'hôtel. Le rééquilibrage territorial promis par la métropolisation patine et les comparaisons parlent d'elles-mêmes : le territoire de Plaine Commune compte trois fois plus de places d'hébergement d'urgence par habitant que le territoire de Paris Ouest La Défense, qui ne manque pourtant pas de capacités hôtelières.

Nous ne pouvons plus accepter les récits des personnes en errance et des associations de solidarité sur les



difficultés de domiciliation et d'inscription à l'école. Nous ne pouvons plus accepter que certaines communes redirigent volontairement les personnes vers notre hôpital, régulièrement contraint de transformer une partie de ses places en hébergement d'urgence. Ce phénomène perdure malgré une forte mobilisation depuis un an de l'État local et de l'ARS.

La solidarité est dans l'ADN de Saint-Denis et de ses habitant·es. Et, avec mon équipe municipale, je porte depuis plus de quatre ans l'amplification des actions sociales. Avec le soutien financier de l'État, nous avons, en gestion municipale ou associative, créé des bains-douches à l'accueil inconditionnel et une halte de nuit de 36 places. Nous avons aussi doublé les capacités de notre centre d'hébergement d'urgence municipal, remplacé les nuitées du 115 par des places pérennes avec accompagnement, et structuré un réseau d'épiceries solidaires.

Mais force est de constater que les dispositifs que nous soutenons sont immédiatement saturés et que l'exceptionnel élan de solidarité des habitant·es et des associations à nos côtés ne suffit plus. Pire, nos efforts donnent un blanc-seing à ceux qui détournent le regard. ■

**Tribune de Mathieu Hanotin,
publiée dans Le NouvelObs,
le 7 février 2025.**

Invitation Forum participatif Votre ville dans 10 ans



**Dimanche
6 avril**

14h à 17h : forum et ateliers

17h : discours de clôture



Salle de la Légion d'honneur
2 rue de la Légion d'honneur